



uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT

ALS: les producteurs court-circuités!

Dernier sursaut avant la fin de règne?

«20 centimes de baisse au premier janvier 2009!» annonce Monsieur Briw, acheteur de lait pour ELSA et accessoirement Président de la nouvelle «Association Lait Suisse». Le ton est donné! L'industrie s'organise et tire à boulet rouge sur 27'000 producteurs de lait qui n'ont rien vu venir.

La salve est puissante! Elle pique le nez! Mais qu'est-ce qu'elle est maladroite! Elle remet en question tout le sérieux de l'organisation.

A en croire leur communiqué de presse du vendredi 7 novembre, les membres fondateurs sont les quatre gros transformateurs (Crema SA, ELSA, Emmi AG et Hochdorf AG), quelques plus petits (Züger AG, Vallait SA, Strähl AG), les «artistes» suisses du fromage (Fromarte) et une flopée d'organisations de producteurs (MIBA, Thur Milch Ring, ALPC, ZMP, Nordostmilch, Bemo, ZeNoOs, MIMO, Vaillat PMO, Zuger et l'APLCN). Ce forum a élu un président, Monsieur Briw et un vice-président, Monsieur Gygax. Autour d'eux gravitent Werner Schweizer, Michel Pellaux, Alfons Knusel, Roland Werner, Rolf Luginbühl, Hans-Peter Stirnimann et Felix Bärtschi. Ces braves Messieurs, producteurs ou/et directeurs, ont certes pris le contrôle du marché laitier suisse... mais ont-ils aujourd'hui le soutien de leur base?

Rien n'est moins sûr. Pour beaucoup de producteurs, le sentiment de s'être fait mener en bateau est très fort! Beaucoup ne peuvent accepter un tel discours de la part de leurs représentants (et employés). Ces derniers n'ont fait que de torpiller, dès le départ, le projet de la FPSL sans pour autant proposer autre chose qui renforçait réellement la position des producteurs de lait sur un marché libre. Nous constatons qu'il existe un problème récurrent dans la profession: un manque total de transparence



Depuis plusieurs décennies, Uniterre ne cesse de dénoncer les inégalités au sein des filières agricoles. Près de 30 ans après, ces banderoles sont toujours valables...

dans la communication entre les dirigeants des organisations et les producteurs qui n'ont que très rarement la possibilité de s'exprimer sur les diverses options possibles. Le règne des roitelets n'a pas disparu! Si on ne parle plus des barons du fromage, voici venu le temps des petits seigneurs du royaume de l'or blanc. Il n'est pas admissible que les producteurs ne puissent pas avoir toute les cartes en main pour décider sereinement de leur avenir. Les autres maillons de la chaîne ne devraient pas oublier que ce sont bien les producteurs qui détiennent le robinet du lait et qu'ils pourraient, à force de se faire plumer, recevoir le plein soutien des consommateurs. Une alliance explosive...

Quant aux producteurs, cette monumentale démonstration d'arrogance des

acheteurs devrait agir comme un détachement et rappeler que sans union, sans solidarité et sans gestion des quantités, il ne sera pas possible d'obtenir des prix rémunérateurs. Il faut que tous ensemble, nous soyons en mesure de tirer à la même corde. «L'Association Lait Suisse» vient de créer une plate-forme d'achat. A nous de nous engager pour mettre sur pied une plate-forme de vente et d'exiger que l'utilisation éventuelle du fonds de soutien de PSL ne soit possible que pour le lait ayant transité par cette plate-forme.

Dans l'immédiat, Uniterre poursuit ses discussions avec ses partenaires et n'exclut pas des actions coup de poing dans un proche avenir.



Lait

Réactions
Pages 2-3



Eclairage

La Bolivie
Pages 4-5



Via Campesina

Ve conférence
Pages 6-7



Syngenta

Petite victoire du MST
Page 8

MARCHE LAITIER

Pour une coordination nationale et une restriction des quantités supplémentaires

Dans le but d'obtenir un prix du lait équitable, Uniterre revendique une coordination nationale entre toutes les organisations de producteurs (OP et OPU) suisses ainsi qu'une réduction de 20% des quantités supplémentaires.

Plus de 120 millions de kilos de lait sous forme de quantités supplémentaires ont été attribués par l'OFAG aux OP (organisation de producteurs indépendantes des industries) et aux OPU (organisations de producteurs-utilisateurs, dépendantes des industries) qui en ont fait la demande. Ces quantités ont été attribuées de manière indépendante et sans aucune coordination nationale. Cette situation n'est pas acceptable et conduit à la surproduction. Uniterre demande à tous les producteurs de lait qu'ils imposent à leurs organisations une coordination au plan national et une restriction globale de 20% des quantités supplémentaires obtenues jusqu'à aujourd'hui.

Actuellement, la production de lait est trop importante en Suisse. Le marché

international et national ne peut absorber l'ensemble du lait destiné à l'industrie. Les quantités supplémentaires ainsi que le lait de restriction des fromageries engorgent le marché. Plus de 6 millions de francs pourraient être investis par les producteurs de lait (via le fonds de soutien de la Fédération suisse des producteurs de lait) pour tenter d'assécher le surplus et maintenir les prix jusqu'au 1^{er} janvier 2009.

Cette situation n'est pas liée à la hausse de prix obtenue par la grève du lait (il faut plusieurs mois pour qu'une vache puisse être en production), mais elle est due aux 120 millions de kilos de lait supplémentaires (en plus du quota de base) demandés par les OP et OPU et délivrés par l'OFAG.

Selon la loi en vigueur, jusqu'au 30 avril 2009, l'OFAG est responsable d'attribuer les quantités supplémentaires pour autant que ces dernières soient écoulées à 80% sur des marchés d'exportation ou pour des filières novatrices sur le marché intérieur. Elles ne doivent en aucun

cas venir engorger le marché national. L'OFAG est également responsable de contrôler la mise en application de cette loi. Les OP/OPU sont responsables de la répartition chez les producteurs, de la gestion et de la vente du lait. Elles doivent donc, le cas échéant, pouvoir retirer des quantités de lait du marché. Les OP/OPU comme l'OFAG endossent donc des responsabilités.

La coordination entre les OP/OPU au plan national est toujours mauvaise. Les demandes de quantités supplémentaires ont été faites individuellement et sans coordination au plan national. Si bien qu'aujourd'hui les OP/OPU – donc les producteurs – se retrouvent en concurrence entre elles. Aucune ne veut prendre le risque d'imposer une restriction à ses producteurs, de peur de les voir partir vers les OP/OPU qui n'imposeraient pas de restrictions. Un comble quand on connaît la structure du marché suisse (4 gros acheteurs et 2 gros distributeurs).

Fort heureusement, toutes les quantités attribuées n'ont pas pu être produites

cette année pour différentes raisons (météo, fourrage, hausse des coûts de production, manque de vaches), mais qu'en sera-t-il l'année prochaine, dès le 1^{er} mai 2009?

Fort de ce constat accablant, Uniterre demande aux producteurs qu'ils imposent à leurs directions d'OP/OPU:

- Une restriction immédiate de 20% de l'ensemble des quantités supplémentaires attribuées jusqu'à aujourd'hui.
- Une coordination étroite au niveau national pour obtenir 1 Fr/kg de lait et gérer les quantités à produire pour satisfaire cet objectif.

Uniterre, 30 octobre 2008

Drapeau grève du lait Equipez-vous!

A vendre au prix de 20.- sur
www.uniterre.ch
ou au 021 601 74 67.

Téléchargez le contrat d'adhésion
à EMB et signez!

«Association Lait Suisse»: 80% du lait produit en Suisse dans une seule main et une formidable baffe pour les consommateurs et les producteurs!

Plusieurs médias annoncent déjà la création d'une nouvelle organisation appelée «Lait Suisse» ce vendredi 7 novembre. Cette organisation pourrait regrouper des organisations de producteurs (OP), des organisations de producteurs-utilisateurs (OPU) et trois des plus gros transformateurs du pays, à savoir Crémo, ELSA et Hochdorf Nutritec. Le groupe Emmi, sans doute bien informé de la situation, n'aurait pas – encore – officiellement adhéré. Si cette organisation devait voir le jour, elle constituerait la plus importante concentration d'acheteurs de lait jamais vue en Suisse. A elle seule elle constituerait un monopole de 80% (dont 38% pour Emmi) des achats de lait industriel.

Dans cette situation, les producteurs perdraient la possibilité de gérer eux-mêmes et au plan national les quantités de lait à produire pour obtenir un prix du lait équitable. La chute des prix aux producteurs est assurée et la disparition de centaines d'exploitations laitières également. Une baffe monumentale pour

les consommateurs qui paieront à coup sûr la facture et pour la profession qui n'a rien vu venir et qui n'a manifestement pas envie de s'organiser pour gérer elle-même ses quantités... à moins que les intérêts de certains responsables d'OP/OPU soient plus forts que les intérêts de l'ensemble des producteurs. Dans ce cas-là ne faudrait-il pas faire le ménage et adhérer à l'European Milk Board via la commission lait d'Uniterre? Celle-ci regroupe déjà près de 500 producteurs et 100 mio de kg de lait! Mais ces décisions, seul les producteurs et productrices peuvent la prendre...

Uniterre, le 6 novembre 2008

Avis aux producteurs!

La vache Justine devrait être présente à Swissexpo à Beaulieu du 15 au 18 janvier 2009.

Nous sommes à la recherche de producteurs prêts à s'engager pour des demi-journées ou des journées afin de tenir le stand permettant de faire connaître et signer le contrat: «1 franc/litre pour le paysan»!

- 20 centimes/litre?

Les acheteurs se comportent comme des voyous! Leur attitude est inadmissible et n'est absolument plus en phase avec les réalités du marché!

Un tel comportement ne nous laisse pas de marbre. En 48 heures, le sonnerie a retenti à une fréquence d'un téléphone chaque 5 minutes au secrétariat d'Uniterre. Producteurs et productrices excédés, furieux, qui ne veulent plus être roulés dans la poudre...

Acheteurs, votre manière d'agir et de communiquer est outrancière et démontre d'un parfait manque de respect.

Producteurs, productrices, soyez prêts à agir prochainement! Blocages, grèves ou autres formes d'actions seront peut-être demain les seuls outils que nous aurons à disposition pour répondre à une telle arrogance.

Soyons unis! Il faut à l'avenir renforcer nos rangs et montrer un front solidaire, compact. Ne nous laissons pas faire et refusons de brader notre lait!

MARCHE LAITIER

Nouvelles de France

En France, depuis la fin octobre, les manifestations, blocages symboliques ou d'autres actions contre les acheteurs se multiplient. Tous les syndicats paysans agissent. Voici quelques échos.

Refusons de brader notre lait !

Le retour à des négociations inter-professionnelles ne doit pas conduire à des baisses de prix du lait.

La Confédération Paysanne, exclue des négociations, n'engagerait pas la responsabilité des producteurs par la signature d'un accord introduisant une perte de revenu. D'autres le feront peut-être.

L'augmentation des charges de production de près de 20% justifie une position ferme des producteurs.

Les entreprises doivent s'acquitter de leur dette de 27 €/1'000 litres du 2ème trimestre pour restaurer la confiance des producteurs.

Le CNIEL (Centre National Interprofessionnel de l'Economie Laitière) et les pouvoirs publics, Ministère, Offices doivent prendre des décisions pour résoudre le problème de fond engendré par des excédents de production dus aux augmentations du quota national non justifié par des marchés existants.

La crise laitière d'aujourd'hui était prévisible suite aux décisions du ministre de l'Agriculture de pousser les producteurs à remplir le quota français. La décision d'augmenter à nouveau le quota de 1% jusqu'en 2014, prise la semaine dernière au Luxembourg par les ministres européens ne laisse augurer rien de bon!

*Confédération paysanne,
3 novembre 2008*

Manifestation de producteurs laitiers dans un hypermarché près de Toulouse

Le 13 novembre, 150 manifestants d'Ariège, Aude et Haute-Garonne ont «enrubanné» les rayons de produits laitiers du magasin et y ont apposé des pancartes «rayon de produit laitier fermé par les producteurs de lait, faute de rémunération de leur travail», avant de retirer toutes les étiquettes de prix.

Les sommes dues ne sont toujours pas versées

Dès le mois de janvier 2008 et malgré l'euphorie du prix du lait, l'OPL tirait la sonnette d'alarme sur une situation laitière extrêmement délicate. La libéralisation des volumes de production liée aux importants prêts de fin de campagne ne pouvait que saturer un marché volatil et renverser la tendance des prix. De plus l'Amérique, à l'abri du Farm Bill, exporte massivement. L'Océanie repart en production et les produits industriels s'effondrent. La fixation du prix du lait, spécifique à la France avec un lissage sur plusieurs mois a empêché les éleveurs d'avoir accès à toute la hausse justifiée du prix du lait en 2007 et début 2008. En effet les producteurs laitiers devaient recevoir une plus value de 27 euros aux 1'000 litres au 2e trimestre 2008 et une revalorisation de 7 euros aux 1'000 litres pour ce trimestre en cours. Ces 27 euros n'ont toujours pas été versés aux producteurs et les 7 euros de hausse sont toujours virtuels alors qu'une probable baisse de plusieurs dizaines d'euros s'annonce! Ce n'est évidemment pas acceptable. Ces 34 euros sont dus aux producteurs. L'OPL réclame le paiement de ces arriérés et un prix de 400 euros les 1'000 litres. Seul, ce prix équitable permet de résister face à l'envolée des charges, plus de 20% depuis le début de l'année, que subissent les éleveurs. Les échecs répétés des négociations au sein du CNIEL assurent l'arrêt de mort de nombreuses exploitations laitières. Les producteurs de lait n'ont d'autre choix que de lutter pour leur survie et pour se faire entendre. C'est pourquoi l'OPL et l'European Milk Board appellent tous les producteurs laitiers, quelle que soit leur obédience syndicale, à manifester en masse sur le territoire européen le 17 novembre 2008 pour alerter l'opinion publique sur la disparition programmée de la production laitière européenne.

OPL, 7 novembre 2008

La Fédération romande de l'agriculture contractuelle de proximité (FRACP) primée par Bio Suisse

Le Prix d'encouragement 2008 de Bio Suisse a été décerné à la Fédération Romande de l'Agriculture Contractuelle de Proximité (FRACP). Cette nomination d'une ampleur nationale récompense le travail fourni par les secrétaires d'Uniterre, quelques personnes d'Agriidea et les nombreux producteurs qui s'engagent dans ce type de commercialisation.

Claude Mudry, le président de la FRACP, a reçu le Prix d'encouragement de 5'000.- à Olten, lors de l'Assemblée des délégués de Bio Suisse, des mains de la présidente du jury Maya Graf (paysanne bio et conseillère nationale des Verts/BL).

Les initiatives d'agriculture contractuelle – de la petite ferme familiale à la grande coopérative – de tous les cantons suisses romands se sont regroupées ce printemps au sein de la FRACP: au nombre de 21 aujourd'hui, elles travaillent sous contrat avec leurs clients, parmi lesquels on trouve de nombreuses familles. La FRACP estime à 7'500 (0,5 % de la population romande) le nombre de personnes alimentées par des denrées alimentaires provenant des quelques 75 producteurs engagés dans l'histoire.

Avant le résultat final, les discussions au sein du jury ont été très vives. En effet, c'est la première fois que Bio Suisse sacre un projet qui regroupe à la fois des producteurs Bio et PER. Pour Maya Graf, c'est justement cette particularité qui a fait pencher favorablement la balance. «L'agriculture contractuelle de proximité présente des solutions aux nombreuses questions pressantes qui touchent l'ensemble de l'agriculture, et pas seulement les BIO. L'agriculture contractuelle rapproche les paysans et les consommateurs, met en avant la souveraineté alimentaire et favorise la biodiversité, la durabilité et le commerce équitable». Ces points sont d'une importance capitale pour toutes les familles paysannes, surtout en cas de conclusion d'un éventuel accord de libre-échange agricole.

Nicolas Bezençon

Assemblée section Genève

le lundi 19 janvier 2009

c/o Alexis Corthay, ferme de la Touvière à Carre d'Aval (Meinier) à 19h, apéro
à 20h, ouverture de la séance:
• Que fait Uniterre?
• Que souhaitent les agriculteurs genevois d'Uniterre?
• Agenda pour la suite.

L'assemblée se déroulera en présence du Président d'Uniterre, Pierre-André Tombez, et des secrétaires.

Soyez les bienvenus!!!

Commission «femmes» Uniterre

La Coordination Européenne Via Campesina souhaite réactiver la commission «femmes» et désire que les membres délèguent une ou des représentantes. Nous proposons donc d'activer un petit groupe informel en Suisse qui se réunirait une ou deux fois par an pour débattre de ces questions. Intéressée? 021 601 74 67. Valentina Hemmeler Maïga.

Jeunes de La Via Campesina et Uniterre

Depuis un an maintenant, un groupe de jeunes de La Via Campesina se réunit régulièrement sur le plan européen. 2 à 3 jeunes producteurs-trices de Genève participent à ces réunions.

Uniterre soutient pleinement ce travail qui permet de thématiser un certain nombre de problématiques liées notamment à l'accès à la terre et à l'installation des jeunes issu-e-s de familles paysanne ou non.

Les jeunes suisses souhaiteraient qu'un groupe un peu plus large avec des jeunes issus d'autres cantons se réunisse.

Intéressé-e-s? N'hésitez pas:
021 601 74 67

La Mobilière

Assurances & prévoyance

Pour les agriculteurs aussi... Quoi qu'il arrive...
www.mobi.ch

InterLock
Le confort par excellence

TAPIS CAOUTCHOUC

- ✓ Etables & stabulations
- ✓ Rénovations et neuf
- ✓ Sans comparaison avec béton/asphalte
- ✓ Antiglisse et isolant
- ✓ Devis sans engagement

LGC SA . CP 48 . 1627 VAULRUZ
☎ 026 913 79 84
✉ swiss@animat.ca www.animat.ca

ECLAIRAGE

Bolivie, les enjeux de la réforme agraire

La liste des pays qui ancrent le droit à la souveraineté alimentaire dans leur constitution s'allonge. Ainsi, il est prévu d'inscrire celui-ci dans la nouvelle Constitution bolivienne. Outre la priorité au marché local et à sa protection contre le dumping en matière de commerce extérieur, l'accès à la terre figure comme un des principes du droit à la souveraineté alimentaire telle qu'elle a été définie par la Via Campesina. La nouvelle Constitution a été adoptée en décembre 2007 par le Parlement et un référendum sur cette dernière sera organisé au mois de janvier 2009.

C'est lors d'un entretien avec Louca Lerch, assistant de l'Université de Genève au département de géographie, que nous avons pu aborder la problématique de la réforme agraire. Après avoir travaillé auprès d'institutions publiques boliviennes, où il était chargé d'élaborer des systèmes d'information géographique servant d'outils pour la gestion des ressources hydriques, ainsi que le paiement de la rente vieillesse universelle (Renta Dignidad) en milieu rural, il participe à une recherche sur les outils cartographiques de la récupération de territoires par les peuples indigènes.

Le cadre de la réforme agraire en Bolivie

Le Mouvement nationaliste révolutionnaire accède au pouvoir en avril 1952 après une période d'instabilité politique. Il octroie le suffrage universel et entame, sous la pression paysanne, une réforme agraire en 1953. Il nationalise, moyennant de fortes indemnités, les mines des trois principaux «barons de l'étain» du pays. Cette première réforme agraire s'est limitée à la région de l'Altiplano, où se trouvent des terres peu fertiles, procurant des rendements faibles. La région de l'Orient, avec des terres fertiles, qui était à l'époque peu peuplée et peu exploitée, n'a pas été atteinte par cette première réforme agraire. De même, la loi de réforme agraire n'a été que très partiellement mise en œuvre. Dans les années 1970, seulement 45% des familles de paysans avaient reçu un titre pour la terre. Aujourd'hui encore 0,63% des exploitations agricoles occupent plus des deux tiers des terres arables, tandis que 86% des petits exploitants doivent se contenter des 2,4%.

Grands propriétaires favorisés

A partir de 1964, s'ouvre une longue période de dictatures militaires qui ne s'achèvera qu'en 1980. Les différents présidents qui se succèdent à partir de 1985, suivront durant une quinzaine d'années, une ligne de conduite libérale, conforme à l'orthodoxie des institutions financières internationales: lutte contre l'inflation, réduction du déficit budgétaire, réduction du périmètre du secteur nationalisé seront les contreparties d'un réaménagement de la dette du pays. Pendant ces années, les dictatures militaires et les gouvernements ont attribué un grand nombre de terres à

de grandes familles par des politiques clientélistes. Ils ont ainsi constitué les élites agro-industrielles.

Malgré ses richesses naturelles, la Bolivie a longtemps été le pays le plus pauvre d'Amérique latine. Les principaux produits exportés sont le gaz naturel, le soja et ses dérivés, le pétrole, le zinc et l'étain. La Bolivie détient derrière le Venezuela les secondes réserves de gaz naturel d'Amérique du Sud. Elle est considérée comme le troisième fournisseur de feuilles de coca après la

de son activité pétrolière. Parallèlement la réforme agraire a été remise à l'ordre du jour. La priorité a été d'abord la vérification de la légalité des titres de propriété et l'attribution des terres publiques aux populations indigènes ainsi qu'aux paysans sans terre. L'Institut national de réforme agraire (INRA) a été chargé de redistribuer les terres et d'attribuer des terres communautaires d'origine, notamment dans l'Altiplano et dans l'Orient. La démarche d'assainissement légal du cadastre est un

servent pas une fonction socio-économique juste». La nouvelle Constitution garantit la propriété privée, mais fait dépendre la possession de vastes propriétés de critères sociaux. Lors d'un scrutin complémentaire au référendum constitutionnel, la population décidera à ce titre, si la taille maximale d'une propriété terrienne doit être fixée à 5'000 ou à 10'000 hectares (!). Cependant, suite à un processus de négociation avec l'opposition de droite, il a été accordé que cette disposition ne s'appliquera pas à titre rétroactif.

Les enjeux actuels

Un des premiers enjeux de la réforme agraire est la migration intérieure. La population agricole active représente environ 40% de la population globale. 80-90% de ces populations rurales se définissent elles-mêmes comme populations indigènes, pratiquant une agriculture communautaire. Parmi eux une majorité est constituée de migrants de l'intérieur (Quechuas, Aymarás). Avec la première réforme agraire et l'introduction d'un système d'héritage égalitaire, un morcellement parcellaire s'est produit. Ce phénomène a généré, dès les années 60, une migration intérieure des populations rurales vers des terres libres (colonisation intérieure). Ces colonisateurs d'origine quechua et aymará, sont souvent des cultivateurs de coca. Aujourd'hui, ils se trouvent dans les régions tropicales orientales. Par ailleurs, ils portent une riche culture syndicale paysanne et ils constituent également un vivier de mobilisation politique qui a permis l'arrivée d'Evo Morales au pouvoir. Cette migration a généré des conflits avec des populations indigènes amazoniennes qui pratiquent une agriculture de semi-nomades, de cueillettes et de chasse, nécessitant de grands espaces. Des conflits sont également apparus avec les élites agro-industrielles qui convoitent ces terres pour y implanter des agrocarburants. C'est sur cette base que se fonde le conflit actuel dans la région de Santa Cruz.

Un deuxième enjeu important lié à la réforme agraire est le développement de pratiques agricoles durables. En effet, les populations migrantes de l'Altiplano ne connaissent pas les terres tropicales, leur équilibre de fertilité très fragile, le grand danger d'érosion et de latérisation. La pratique de la culture sur brûlis pose de nombreux problèmes tant au



La Bolivie, deux fois plus grande que la France, compte 9 millions d'habitants.

Colombie et le Pérou. Le caoutchouc et la noix de cajou ont été des produits d'exportation.

2005, changement de cap

Dès l'arrivée au pouvoir d'Evo Morales en 2005, un programme de réformes économiques et une réforme constitutionnelle sont mis en route. Ainsi, en 2006, la Bolivie a nationalisé l'ensemble

travail long et coûteux. Dans le cas de titres de propriété douteux, de longs blocages procéduriers sont monnaie courante. Dans certains territoires, des arpentages sont nécessaires. Ces travaux sont cependant souvent entravés par des actions violentes des latifundistes.

La loi agraire, objet d'un vif rejet de la droite du pays, a été votée et promulguée le 29 novembre 2006. Elle prévoit «l'expropriation des terres qui ne

niveau de la pollution atmosphérique et sanitaire qu'au niveau du maintien de la fertilité des sols. De ces mauvaises pratiques agricoles découle une pression supplémentaire sur les territoires et l'extension permanente de la frontière agricole. Les terres usées par ces pratiques agricoles deviennent ensuite des terres de pâtures. Pour beaucoup de producteurs il n'existe pas de culture alternative à la coca, car il est difficile de trouver des marchés pour des cultures de rente. L'enjeu environnemental va de pair avec l'enjeu social.

La réforme agraire et la distribution de terres doivent se conjuguer avec

hydriques en abondance, les terres sont fertiles et on y trouve une agriculture extensive avec des monocultures de soja et de l'élevage. La structure agricole des haciendas abrite également des communautés captives, vivant dans une situation de servage sous le joug d'une dépendance économique et de l'endettement. C'est toujours dans cette zone que se situent les conflits les plus durs qui ont pour objet la terre. Le problème n'est pas véritablement agraire, il est plutôt d'ordre territorial. Ce n'est pas par hasard que les réformes économiques et constitutionnelles mises en œuvre par la majorité présidentielle rencontrent

que le vrai problème est d'ordre économique; autrement dit le besoin de terre des populations de l'Altiplano et la répartition des richesses naturelles. Pour le gouvernement, il s'agit d'éviter une aggravation du conflit latent dans les provinces orientales. Mais il doit également faire face à l'urgence des revendications sociales qui priment actuellement sur les réflexions plus approfondies quant au modèle agricole, ou les questions environnementales. A l'exemple des violences qui ont secoué Santa Cruz au début du mois d'octobre, cette problématique est utilisée par les grands propriétaires et l'élite économique pour organiser une véritable chasse anti-indigène, dont les colons sont les premières victimes. En effet, les secteurs dominants se sentent menacés par l'avancée des droits des populations les plus défavorisées de l'Etat.

Durant des décennies, les exportateurs nationaux et les sociétés transnationales ont bénéficié de différents appuis de la part de l'Etat afin d'augmenter les exportations, alors que l'approvisionnement du marché intérieur était secondaire. En 2008 cette politique a changé de tendance et la production d'aliments pour couvrir les besoins nationaux est devenu la priorité de la politique publique. «Nous ne sommes pas intéressés à poursuivre le soutien à la production destinée à l'exportation, qui rapporte gros à quelques entreprises, sans bénéficier au peuple bolivien à travers une production alimentaire à un juste prix», a annoncé la ministre du développement rural et agricole Susana Rivero.

Rudi Berli



Vallée de la Sorata, département de la Paz.

un modèle de développement agricole durable. Parallèlement, le gouvernement doit faire face à une forte pression populaire en faveur de la réforme agraire. Pour cela la construction d'un système d'information géographique pour définir les terres sujettes à la réforme agraire a été entrepris par le vice-ministère des Terres. Il y a également la revendication historique des peuples de l'Amazonie pour récupérer les terres indigènes occupées par des grands propriétaires (zone sud-est Chaco, Guaranis). Dans cette région, bénéficiant de ressources

de vives résistances au sein des élites économiques créoles du croissant est du pays qui concentre les principales richesses du pays (gisements de gaz, terres fertiles, ressources minérales).

Les latifundistes et l'agro-industrie tentent d'ethniciser le conflit agraire, d'instrumentaliser la compétition territoriale et les problèmes complexes générés par cette situation de colonisation intérieure ainsi que les défis environnementaux liés aux pratiques agricoles. Le spectre de l'indianisation du pays est également agité, alors

La Bolivie en un coup d'oeil

La superficie du pays est d'un million de km², ce qui équivaut à près du double de la France. La population de la Bolivie est évaluée en juillet 2007 à 9 millions habitants composée à 55% d'amérindiens (30% Quechua et 25% Aymara), à 30% de métis, et à 15% d'européens blancs. L'Altiplano, le haut plateau, se trouve entre la cordillère Occidentale et la cordillère Orientale. Le long du côté Est de l'Altiplano, se situe une région plate qui sert, depuis la période coloniale, au transport entre le nord et le sud. Dans l'Altiplano, plus on se dirige vers le Sud, moins les précipitations sont importantes et la végétation se fait plus rare. La pente Est du centre de la cordillère descend en formant une suite de collines. Les fleuves qui s'écoulent vers l'Est traversent de longues vallées étroites, propices aux récoltes et à l'habitat. Les basses régions sont caractérisées par des sols riches en alluvions. En raison de l'altitude, les températures y sont plus douces que celles de l'Altiplano. Deux des villes les plus importantes de la Bolivie, Sucre et Cochabamba, sont situées chacune dans un bassin de cette région.

Le flanc nord-est de la cordillère est plus connu sous le nom de Yungas qui signifie «vallées chaudes» en Aymara. Les précipitations y sont importantes. La terre est parmi la plus fertile de Bolivie, mais l'accès difficile à cette région ne permet pas un bon développement agricole.

Bien que représentant les 2/3 du territoire national, la région des basses terres est peu habitée et a joué un rôle mineur dans l'économie. Les différences topographiques et le climat divisent les basses terres en trois parties. La région septentrionale plate, composée des départements de Beni et de Pando ainsi que de la partie Nord du département de Cochabamba, est composée de forêts tropicales humides. La zone centrale, comportant la moitié Nord du département de Santa Cruz, possède un climat plus sec que la précédente. On passe en alternance de la forêt à la savane et une grande partie du terrain a été défrichée. Santa Cruz de la Sierra, la plus grande ville des basses terres, est située dans ce département. S'y trouvent également la plupart des réserves de pétrole et de gaz naturel de la Bolivie. La partie du Sud-Est des basses terres est en fait une partie du Chaco du Paraguay, saison de pluie et saison sèche y alternent. La plupart des ressources hydriques sont situés dans les parties nord des basses terres, en particulier dans l'Alto Beni (Beni supérieur), où la terre convient aux récoltes telles que le café et le cacao.

Projet constitutionnel bolivien (extraits)

La nouvelle politique agricole se concrétise finalement dans différents articles de la nouvelle Constitution politique de l'Etat, qui affirme que l'accès à l'alimentation est un droit humain.

Article 407

Les buts de la politique de développement rural de l'Etat, en coordination avec les administrations territoriales autonomes et décentralisées sont les suivants:

1. L'Etat garantit la souveraineté et la sécurité alimentaire, en donnant la priorité à la production et à la consommation d'aliments d'origine bolivienne.
2. Etablir des mécanismes de protection en faveur de la production agricole bolivienne.
3. Promouvoir la production et la commercialisation d'une production écologique.
4. Protéger la production agricole et agroindustrielle des catastrophes climatiques et géologiques. La loi prévoit la création d'une assurance sociale agricole.
5. Développer l'enseignement technique productif et écologique à tous les niveaux.
6. Etablir des politiques et des projets durables, qui favorisent le maintien et la récupération des sols.
7. Promouvoir des systèmes d'irrigation afin de permettre la production agricole.
8. Garantir une assistance technique et établir des mécanismes d'innovation et de transfert technologique dans toute la chaîne productive agricole.
9. Etablir la création de banques de semences et de centres de recherche génétique.
10. Etablir des politiques d'appui pour les secteurs agricoles structurellement défavorisés.
11. Contrôler la sortie et l'entrée dans le pays de ressources génétiques et biologiques.
12. Etablir des politiques et des programmes pour garantir une production saine et des aliments de qualité.
13. Mettre en place une infrastructure productive, artisanale et industrielle pour le secteur agricole.

Article 408

L'Etat met en place des instruments pour les petits et moyens producteurs avec l'objectif de réduire les inégalités, notamment sur le plan commercial, entre l'agriculture et les autres secteurs économiques.

Article 409

La production, l'importation et la commercialisation de plantes transgéniques sont interdites.

VE CONFÉRENCE: EXTRAITS DE LA DÉCLARATION DE LA VIA CAMPESINA

Pour la souveraineté alimentaire! Unité!

«Nous, hommes et femmes, sommes les gens de la terre, ceux et celles qui produisent l'alimentation du monde. Nous avons le droit de continuer à être paysannes et paysans et la responsabilité de continuer à nourrir nos peuples. Nous, hommes et femmes, prenons soin des semences, qui sont la vie et pour nous, l'acte de produire est un acte d'amour. L'humanité a besoin de nous, et nous refusons de disparaître.

Nous sommes réunis pour réaffirmer notre détermination à défendre l'agriculture paysanne, nos cultures et notre droit à continuer d'exister en tant que peuples avec une identité propre. Nous sommes plus de 550 personnes, dont 325 délégués et déléguées venant de 57 pays, représentant des centaines de millions de familles paysannes. Les femmes constituent plus de la moitié des personnes qui produisent des aliments dans le monde et nous célébrons ici notre Troisième Assemblée des Femmes. Nous célébrons également notre Seconde Assemblée des Jeunes de la Via Campesina, car la participation décisive de la jeunesse garantit le présent comme le futur du monde rural. Au cours de cette Ve Conférence Internationale, nous avons ratifié également l'adhésion de 41 nouvelles organisations de La Via Campesina et nous avons compté avec la participation de nombreuses organisations et mouvements alliés du monde entier, au cours de notre première Assemblée avec les alliés de La Via Campesina. «...»



Les participants aux plénières.

Les crises multiples

Dans le contexte mondial actuel, nous sommes confrontés à une convergence de plusieurs crises : alimentaire, climatique, énergétique et financière. Ces crises trouvent leurs origines communes dans le système capitaliste et plus récemment dans la dérégulation effrénée de ses domaines d'activité respectifs d'activité économique, qui donnent la priorité au commerce et au profit. Dans les régions rurales du monde entier, nous avons vu une offensive féroce du capital et des entreprises multinationales sur l'agriculture et les biens naturels (eau, forêts, minerais, biodiversité, terre, etc.) qui se traduit par une guerre d'expulsion contre les populations paysannes et les peuples indigènes, en utilisant des prétextes fallacieux comme les arguments erronés qui soutiennent que les agrocarburants sont une solution à la crise climatique et énergétique alors que la vérité montre le contraire. Quand les peuples exercent leurs droits et résistent

à cette expulsion généralisée ou quand ils sont obligés de grossir les flux migratoires, la réponse est toujours plus de criminalisation, plus de répression, plus de prisonniers politiques, plus d'assassinats, plus de murs de la honte et plus de bases militaires. «...»

Souveraineté Alimentaire: la solution aux crises et la vie des peuples

Cependant, la situation actuelle de crise est également une opportunité parce que la souveraineté alimentaire offre la seule alternative réelle tant pour la vie des peuples que pour inverser les crises. La souveraineté alimentaire répond à la crise alimentaire, en se basant sur une production paysanne locale et aux crises climatique et énergétique en s'attaquant aux deux principales sources de gaz à effet de serre, le transport des aliments sur de grandes distances et l'agriculture industrialisée. Enfin, elle interdit la spéculation sur les produits alimentaires afin de réduire la crise financière. Le modèle dominant signifie la crise et la mort; la souveraineté alimentaire est la vie et l'espoir pour les populations rurales et aussi pour la population consommatrice. La souveraineté alimentaire requiert la protection et la re-nationalisation des marchés nationaux d'aliments, la promotion de circuits locaux de production et de consommation et la lutte pour la terre, la défense des territoires des peuples indigènes et la réforme agraire intégral. Elle se fonde également sur le changement de modèle productif vers une production agro-écologique et durable, sans pesticides et sans OGM et fondée sur les connaissances paysannes et indigènes. Comme principe général, la souveraineté alimentaire se construit à partir de nos expériences concrètes au plan local, c'est-à-dire du local au national.

La crise provoque des souffrances incalculables parmi nos peuples et met à mal la légitimité du modèle néolibéral du «libre échange» et quelques gouvernements locaux et nationaux plus progressistes ont commencé à chercher des solutions alternatives. Au sein de La Via Campesina, nous devons être capables de profiter de ces opportunités.

Nous devons développer une méthodologie de travail incluant un dialogue critique et constructif pour parvenir à des réussites de la mise en œuvre de la souveraineté alimentaire avec ces gouvernements. Nous devons également

profiter des espaces internationaux «d'intégration alternative» comme l'ALBA et Petrocaribe pour avancer sur ce terrain. Mais nous ne devons pas seulement parier sur les gouvernements: nous devons construire la souveraineté alimentaire depuis la base, sur les territoires et les autres espaces contrôlés par les mouvements populaires, les peuples indigènes, etc. L'heure de la souveraineté alimentaire est venue et nous devons prendre l'initiative pour avancer sur ce terrain dans tous les pays. Nous, paysans et paysannes du monde entier, pouvons et voulons nourrir le monde, nos familles et nos peuples, avec des aliments sains et accessibles.

Les entreprises multinationales et le libre échange

Notre réflexion nous a éclairés sur le fait que les entreprises multinationales et financières constituent nos ennemis communs les plus importants et qu'en tant que tels, nous devons lutter de manière toujours plus directe contre elles. D'ailleurs, ce sont elles qui sont derrière les autres ennemis du monde paysan, comme la Banque Mondiale, le FMI, l'OMC, les ALE et les APE, les gouvernements néolibéraux ainsi que l'expansionnisme économique agressif, l'impérialisme et le militarisme. Nous sommes actuellement dans une période où nous devons redoubler d'efforts dans notre lutte contre les ALE et les APE, contre l'OMC mais en tenant compte du rôle central des multinationales. «...»

Avancée des femmes

«...» Nous nous engageons de nouveau et avec une force encore plus grande à atteindre la complexe mais nécessaire parité réelle dans tous les espaces et instances de participation, d'analyse, de débat et de décisions dans la Via Campesina et nous renforcerons l'échange, la coordination et la solidarité entre les femmes de nos régions. Nous reconnaissons le rôle central de la femme dans l'agriculture d'autosuffisance alimentaire et la relation spéciale des femmes avec la terre, la vie et les semences. De plus, les femmes sont et ont été déterminantes dans la construction de La Via Campesina depuis ses débuts. Si nous ne vainquons pas la violence envers les femmes dans notre mouvement, nous n'avancerons pas dans nos luttes; et si nous ne construisons pas de nouvelles relations de genre, nous ne pouvons pas construire une nouvelle société. «...»

Nous ne sommes pas seuls: la construction d'alliances

Nous, paysans et paysannes, ne pouvons pas gagner seuls nos luttes pour la dignité, pour un système alimentaire et agraire plus juste et rendre possible un autre monde meilleur. Nous devons construire et renforcer nos alliances naturelles et stratégiques avec les mouvements et organisations qui partagent notre vision; cela est l'un des engagements spécifiques de cette Ve Conférence.

La jeunesse nous donne l'espoir pour le futur

Le modèle dominant dans les campagnes n'offre aucune alternative pour les jeunes et c'est une raison importante pour changer cela. Les jeunes, hommes et femmes, sont notre base pour le futur et ainsi, nous nous engageons à leur pleine insertion et participation créative à tous les niveaux de nos luttes. «...»

Diversité et unité en défense de l'agriculture paysanne

En tant que mouvement transnational, nous pouvons affirmer que l'une de nos plus grandes forces est notre capacité à réunir différentes cultures et modes de pensée autour d'une même lutte. La Via Campesina constitue un engagement commun de résister et lutter pour la vie et l'agriculture paysanne.

Nous, participants à la Ve Conférence de Via Campesina, nous nous engageons tous à défendre l'agriculture paysanne, la dignité et la vie et gagner le droit à la souveraineté alimentaire. Ainsi sont les paysans du monde et nous refusons de disparaître.

Globalisons la lutte! Globalisons l'espoir!»

La Via Campesina, 23 octobre 08

Déclaration complète et autres documents y liés sous:
www.uniterre.ch

Soirée publique à Genève

Le lundi 24 novembre à 20h à la Maison des Associations, les délégués présenteront les résultats de la conférence de La Via Campesina et les perspectives pour les quatre années à venir.

Témoignage sur la conférence de Maputo

J'ai eu l'honneur et la responsabilité d'être un des deux représentants Uniterre à la 5ème Conférence Internationale de La Via Campesina au Mozambique du 19 au 24 octobre 2008. Plus de 550 délégué-e-s, qui provenaient de 57 pays et organisations de paysans du monde étaient réuni-e-s dans le but d'organiser leur défense, de faire reconnaître leurs droits à une vie digne et leur fonction pour que notre planète puisse vivre en harmonie.

Je suis très heureux qu'Uniterre ait rejoint cette organisation mondiale. A partir de mon expérience de 15 ans d'engagement comme volontaire, auprès de groupes de petits paysans des pays pauvres, je rejoins en tout point la dynamique et les perspectives de La Via Campesina.

Multinationales dénoncées

Le Mozambique a été choisi pour donner la priorité à l'Afrique qui est la grande victime de la mondialisation. Sans la pression du FMI et des multinationales qui ont détruit son autonomie, ce continent ne serait pas la grande victime de la faim. Il faut dire que les pays pauvres vivent une nouvelle forme de colonialisme. La situation de l'Afrique illustre aussi l'échec de l'aide préconisée par la communauté internationale.

Force vive en devenir

A l'occasion de cette conférence, 40 nouvelles organisations de paysans et de travailleurs de la terre sont devenues membres de La Via Campesina. Ils s'agissait aussi prendre des décisions pour assurer le bon fonctionnement pour les quatre années à venir. Les problèmes que vit le monde actuel sont très favorables à

l'évolution de La Via Campesina. Grâce à ce mouvement, combien de petits mouvements de paysans, surtout dans les pays pauvres, ont enfin le droit de se faire entendre, de faire connaître leur lutte dans le monde entier, pour rester et vivre sur leur terre et éviter la migration?



Le comité international de coordination de Via Campesina lors de la clôture.

La Via Campesina permet de changer le rapport de force. Désormais, face à un néolibéralisme sans humanité, au service de la grande finance, ignorant le respect et l'équilibre de notre planète, il y a une force vive, basée sur les droits humains les plus élémentaires, composée

de la majorité de la population de notre planète. Elle est en mesure de rétablir un équilibre qui permette à chaque être humain de retrouver sa place et de vivre dignement. La force de Via Campesina, c'est aussi d'agir en dehors de toutes pressions économiques et politiques. Les

travail, de rendre les entreprises plus performantes, mais dans quelles mesures a-t-on respecté les droits des travailleurs qui sont à la base de toute véritable économie? Aujourd'hui encore, la priorité des décideurs reste du côté de la minorité qui détient le pouvoir et le capital dont ils se servent abondamment. Reste que, si nous voulons que notre société survive, il faut permettre à chacun, d'être un acteur du développement et de redéfinir les vraies valeurs d'une société qui se respecte et se préoccupe de son milieu vital.

Causes communes, impacts différents

Il faut relever la grande différence de pourcentage de population paysanne qui est de 2% dans les pays dit développés et de 80 % dans les pays pauvres. Si dans les pays industrialisés, il est possible pour ceux qui quittent la terre de se recycler, dans les pays en développement, il ne reste plus qu'à aller grossir les rangs des habitant-e-s des bidonvilles. Si le monde poursuit sur ce chemin, il sera bien difficile de trouver un équilibre tant sur le plan local que global!

Pour la souveraineté alimentaire! Unité et mobilisation des peuples!

Martin Chatagny, Hennens

Disparition d'un des fondateurs de l'UPV et de l'UPS

Monsieur François Neury nous a quitté subitement le 22 octobre 2008. Il était né à Chêne-Bourg (Genève) le 13 novembre 1922. Il était le fils de Laurent Neury, professeur en horticulture et d'Alexandrine Chavaz.

Ses parents s'étant établis en Valais, il suit l'école primaire à Sion puis l'école d'horticulture à Châtellaine (Genève). Son école terminée, il rentre en Valais et travaille au domaine de son père à la «Printanière» à Saxon. En 1947, il se marie avec Mme Thérèse Felley et élève une famille de 2 enfants. Il fait tout d'abord de la pépinière fruitière puis de la culture fruitière. Tout en développant son entreprise agricole il installe et exploite des kiosques à fruits. Admirablement secondé par son épouse, il développe ce marché en défendant et prônant nos produits avec ferveur et respect.

Quand il ne travaillait pas dans le métier qu'il avait acquis, il se donnait entièrement à la défense de la profession. Membre fondateur de l'Union des Producteurs Valaisans (UPV), il devient en 1952 président de la section UPV de Saxon. Fonction qu'il occupera durant 19 ans avec intelligence, patience et une constante amitié. Il prendra par la suite la présidence de l'UPV puis fera partie du comité central de l'Union des Producteurs Suisses (UPS- «ancêtre» d'Uniterre).

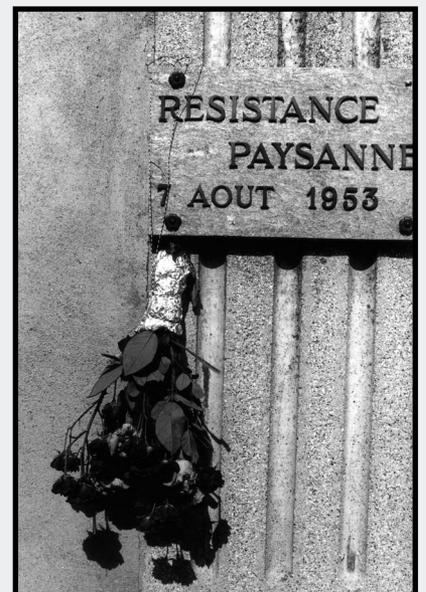
Certes, il y aurait tant de choses à dire sur le camarade qui nous a quittés, de sa participation active à toutes les revendications et manifestations. Je ne saurais passer sous silence sa participation au comité d'action de la révolte paysanne de Saxon le 7 août 1953 dont il était fier, légitimement.

Intelligent et doué pour l'écriture, François a été durant de nombreuses années correspondant du Valais au journal UNION. On ne ressentait aucun fanatisme dans ses articles, mais toujours l'expression d'une conviction raisonnée.

Tel qu'il était nous l'aimions et il nous manquera. Comme il manquera à son épouse Thérèse, à ses enfants Laurent et Pascal, à ses petits enfants, ses soeurs et frère et tous les proches de cette belle famille.

François nous a quitté en laissant le souvenir d'un fervent défenseur de l'agriculture, de son irréductible passion pour le syndicalisme paysan auquel il croyait et pour lequel il a lutté toute sa vie et jusqu'à cette mort qu'il ne redoutait, mais dont il avait par avance accepté qu'elle pût clore cette vie riche et pleine qui fut la sienne.

*Julliand Roland
Saxon, 13 novembre 2008*



Syngenta s'en va sur la pointe des pieds...

La multinationale bâloise fait don d'un terrain de 127 hectares à un état du Brésil pour qu'un centre de recherche pour l'agriculture écologique y soit développé. Elle publie à ce sujet un communiqué qui ne fait que neuf lignes de long - pourquoi ce geste et pourquoi cette discrétion?

À la surprise générale et sans annonce préalable, l'entreprise Syngenta a signé le 14 octobre à Curitiba un acte qui fait don de son terrain de Santa Tereza do Oeste à l'état brésilien du Paraná. Le gouverneur Roberto Requião du parti centriste PMDB annonça tout de suite que la revendication du mouvement des travailleurs ruraux sans terre du MST allait enfin pouvoir être réalisée; c'est-à-dire de transformer le terrain en centre de recherche étatique pour le soutien à l'agriculture écologique. La recherche et la production de semences devraient dorénavant profiter aux familles paysannes locales et tout essai avec des OGM devrait cesser.

Les essais de Syngenta avec du soja et du maïs transgéniques sur ce site, tout près du fameux parc naturel de Iguacu, étaient justement à l'origine de la colère et de la contestation de la population locale.

Depuis 2006, le MST avait fait plusieurs occupations symboliques du lieu pour protester contre l'utilisation illégale des OGM et pour appuyer la condamnation de Syngenta à une amende de 500'000 dollars par l'agence fédérale pour la protection de la nature.

Il y a un an, le 21 octobre 2007, une de ces occupations finissait dans un bain de sang. 40 membres d'une milice employée par la multinationale bâloise délogèrent les 200 paysannes et paysans en tirant plus de 300 balles. Deux personnes trouvèrent la mort, cinq furent blessées. Le procureur de Paraná a ouvert une procédure judiciaire contre dix membres de l'organisation de sécurité NF Segurança, mais aussi contre les membres du MST, blessés pendant l'expulsion: ils se seraient mis volontairement en danger et auraient provoqué leurs blessures par leur propre comportement!

Notre ami bâlois, l'avocat Guido Ehrler, a passé dix jours à Curitiba, la capitale du Paraná. Il a pu y rencontrer Gisele Cassano de Terra de Direitos, Il résume ses impressions du procès: «La police a omi de saisir les armes immédiatement après le drame. Le lieu du crime n'a pas été examiné par les experts en balistique. Maintenant toutes les traces se sont estompées. Toutes les personnes impliquées ont été auditionnées. Chacun des 18 accusés (10 de NF, 7 du MST et un latifundiste) a le droit de faire témoigner six personnes

à sa décharge. L'interrogation de ces témoins n'a pas encore eu lieu. La décision à savoir s'il y aura un jury n'a pas encore été prise et le procès va encore se prolonger des années. Le comble est la plainte contre Selzu, le responsable du MST, pour le meurtre de l'homme de NF. Pendant les coups de feu Selzu téléphonait au bureau de Gisele. La police dit très clairement que les gens du MST n'étaient pas armés. La décision de porter plainte a clairement été prise par le ministère public de Curitiba.

L'audition desdits témoins débutera

l'entreprise bâloise a fait un pas dans la bonne direction, avec la remise du terrain, elle n'a toujours rien fait envers les victimes de Santa Tereza. Ceux-ci n'ont toujours pas reçu d'excuses ou de dédommagements personnels, bien qu'il y eu de nombreuses tentatives de mettre sous pression Syngenta, aussi bien au Brésil qu'en Europe. La dernière en date fut une deuxième lettre signée par neuf députés bâlois qui demandaient à «leur» entreprise de trouver une solution pour les victimes. Mais jusqu'ici celle-ci n'est pas allée au-delà d'exprimer ses profonds regrets...

Quant aux survivants et aux blessés Guido Ehrler écrit: «Rien n'a été fait pour les victimes. Ils attendent un dédommagement depuis la Suisse. Selon la loi brésilienne, Syngenta est responsable pour les actes de l'entreprise de sécurité qu'elle avait pris sous contrat. (...) La veuve de Keno a deux enfants de 6 et 9 ans a une situation financière très difficile. Les médecins de la femme blessée (elle a perdu la vue sur un oeil et un bras et paralysé) disent qu'ils ne peuvent plus rien faire. Ils craignent qu'elle finisse complètement paralysée parce que la balle est toujours dans son dos. Le tir l'a touchée en position agenouillée; c'était une tentative d'exécution. Son mari a aussi reçu une balle dans le pied et ne peut plus travailler. La blessure guérit mal (...) et sa femme devrait aller à Rio pour se faire examiner par un médecin spécialisé. Jusqu'à ce jour ceci n'était pas possible pour des raisons financières. Nous avons proposé que Gisele nous communique comment les victimes veulent être dédommagées».

Le retrait de Syngenta est une victoire importante pour le mouvement des sans terre brésiliens, mais nous sommes encore loin d'une réparation des torts.

Claude Braun, Longo maï

En savoir plus: «The case of Syngenta», 2008, document de 19 pages, anglais, www.viacampesina.org



Le 17 avril 2008, lors de la journée des luttes paysannes, une visite inattendue au siège de Syngenta à Bâle.

le 26 janvier. Mais même si le procès devait durer des années nous ferons tout pour faire connaître son déroulement en Europe en y envoyant des délégations pour rassembler des informations de première main pour nos medias. Parce qu'il nous semble inadmissible que la multinationale suisse puisse faire semblant de ne pas être concernée et faire l'innocente. Le 28 janvier, et dans la gueule du monstre, pour citer Jean Ziegler, un contre-événement au WEF (World Economic Forum) sera organisé par la Déclaration de Berne et Greenpeace à Davos. Depuis plusieurs années des multinationales particulièrement asociales ou néfastes pour l'environnement y sont «récompensées» par le Public Eye Award. Cette année Terra de Direitos et Longo maï ont fait la proposition que Syngenta soit retenue pour cette distinction peu honorable. Parce que même si

FERME SANS OGM

Affiche, A2, non plastifiée
«Ferme sans OGM»
Elle peut être commandée par
téléphone au 021 601 74 67
ou via le site internet
www.uniterre.ch

Ferme
sans OGM



FESTIVAL de FILMS

du 9 au 11 janvier 2009 à l'Alhambra



Du 9 au 11 janvier à l'Alhambra, Genève

Soit un festival pour découvrir qui sont les acteurs de notre plat du jour et d'où vient le contenu de notre assiette.

Soit des films pour approcher d'autres manières de consommer, d'autres façons de cultiver, dans le respect des peuples et de l'environnement.

En bref, soulever le couvercle de la marmite de l'un des besoins essentiels de l'humain : se nourrir.